

Camille Peugny est un jeune sociologue français dont les travaux portent essentiellement sur les inégalités entre les générations et leurs conséquences politiques. Dans *Le déclassement*, il décrit l'expérience vécue par les générations confrontées à de sévères trajectoires de déclassement alors même que leur niveau d'éducation est sans précédent. En cause : l'évolution de la structure des emplois qui n'a pas suivi celle des diplômés, marquée par la massification de l'enseignement supérieur. Nombre d'entre eux sont donc victimes d'un double déclassement : scolaire, car ils ont un niveau de formation supérieur à celui requis pour l'emploi qu'ils occupent, et social, car ils n'ont pas maintenu la position de leurs parents, quand bien même ils ont un cursus scolaire plus brillant. Deux grands types de déclassés sont distingués : ceux « en rébellion » contre cette société qui ne les a pas récompensés de leurs efforts; et ceux que leur déclassement pousse dans une attitude de « retrait » de la compétition sociale. Mais tous ont en commun une frustration, qui contribue à influencer leur positionnement politique. L'auteur y voit même un des facteurs explicatifs à la droitisation de la société.

CAMILLE PEUGNY

Dans la France des années 2000, connaître une moins bonne réussite sociale que ses parents n'est plus exceptionnel : c'est une réalité statistique indiscutable mais une réalité sociale méconnue.

Les générations nées au tournant des années 1960, confrontées aux effets prolongés de la crise économique, font face à une dégradation de leurs perspectives de mobilité sociale. Dans le même temps, leur niveau d'éducation continue d'augmenter. De ce

LE DÉCLASSEMENT MONDES VÉCUS

décalage entre la formation et la mobilité sociale naît un intense sentiment de frustration qui a des conséquences sur l'expérience vécue par les « déclassés », qui oscillent alors entre deux tentations : la rébellion et le retrait.

Ce qui, probablement, n'est pas étranger au succès de l'extrême droite ou, du moins, de ses idées...

GRASSET

Le déclassement, un phénomène en expansion

Il existe deux formes de déclassement, qui peuvent se compiler : Le déclassement scolaire, qui décrit la situation de « tout individu dont le niveau de formation initiale dépasse celui normalement requis pour l'emploi occupé ». Le déclassement intergénérationnel quant à lui décrit la situation de « tout individu dont la classe socioprofessionnelle atteinte est inférieure à celle de ses parents ». Dès le début des années 1970, la société française, comme les autres sociétés occidentales, est parcourue par des bouleversements majeurs qui la transforment en profondeur.

Les 30 Glorieuses : l'avènement d'une société post-industrielle.

Cette période de croissance économique forte (5%), durable et popularisée, fait passer la France « de la vie végétative traditionnelle aux niveaux de vie et aux genres de vie contemporains ». La hausse générale du niveau de vie, la persistance d'une forte organisation de la classe ouvrière soutenue par des syndicats forts (défense vigoureuse de ses intérêts et importantes conquêtes sociales) ainsi que la tertiarisation de l'économie engendre l'émergence d'une vaste classe moyenne composée de cadres et de professions intermédiaires. Celle-ci est caractérisée par une uniformisation des pratiques et des modes de vie communs (exemple du barbecue), qui vient brouiller le clivage entre classe ouvrière et classes supérieures. La théorie de la moyennisation de la société vient alors remettre en cause la pertinence du concept de classe sociale.

L'usine n'est plus le lieu de mixité sociale où coexistaient toutes les qualifications, de l'ingénieur au manoeuvre. C'est aussi la fin d'une solidarité : de plus en plus de tâches sont externalisées alors qu'auparavant les salariés étaient acteurs d'un compromis social. Le coût lié au travail du salarié est minime, ce qui

rend la place du travailleur accessoire, c'est la variable d'ajustement dans une compétition acharnée pour réduire les coûts. Relégation, exclusion, chômage ou ségrégation sont à présent les thèmes centraux d'un questionnement général qui souligne l'aggravation des inégalités et leur recomposition.

Se met ensuite en œuvre une Révolution technologique (informatique/internet), qui permet une complète réorganisation du travail : L'économie devient « de main d'œuvre » puisque l'exécution des tâches s'accélère et se simplifie. Elle transforme les conditions de travail des ouvriers, dont les maîtres mots sont à présent l'adaptabilité et la réactivité. Cette Révolution crée un effet de génération, processus de stratification sociale qui confronte deux mondes différents : la génération des parents bénéficie des derniers moments de l'ordre industriel ancien, alors que les générations nées au tournant des années 60 sont les premières à subir l'avènement de la société post-industrielle. L'évolution est toujours ascendante, on assiste néanmoins à une dégradation sévère et généralisée des perspectives de mobilité sociale : Le rapport est de 2,2 entre les trajectoires ascendantes et les trajectoires descendantes pour les individus nés entre 44 et 48, contre 1,4 pour les individus nés entre 64 et 68. Un double déclassement s'opère alors : les déclassés n'ont pu tirer bénéfice d'un diplôme et n'ont pu maintenir la position sociale de leurs parents.

Le diplôme, premier rempart contre le déclassement

On observe pourtant une constante : plus l'origine sociale est élevée, plus les diplômés sont nombreux. 53% des employés dont un père est cadre sont bacheliers, contre 19% de ceux dont le père est ouvrier. 1% des ouvriers de père ouvrier est titulaire d'un diplôme au moins égal à bac+2, contre 10% de père cadre. A position équivalente, une origine sociale élevée apporte une « prime » en termes de diplôme et donc de qualification. Parmi les enfants de cadres sup, plus de 70% de ceux qui sont titulaires d'un diplôme de deuxième ou troisième cycle universitaire accèdent à un emploi d'encadrement.

Le diplôme, une protection qui se transmet

C'est par la transmission du capital culturel (mesuré ici par le niveau de diplôme) qu'est assurée la transmission du statut de cadre entre les générations. En somme, la tendance à la transmission héréditaire des « places » aurait été remplacée par la tendance à la transmission héréditaire d'un capital scolaire ! Par ailleurs, les valeurs transmises par les parents apparaissent souvent plus importantes que l'enseignement dispensé par l'école, parce qu'elles ont dessiné un cadre fondamental qui permet de se « maintenir » dans la société, d'avoir un emploi etc.

... Mais qui n'est pas sans faille

Le diplôme n'est pourtant pas un passeport fiable vers le salariat d'encadrement. Il n'engendre pas l'échec scolaire, mais ne protège pas du déclassement non plus. Le décalage entre formation et emploi interroge les politiques scolaires menées afin de démocratiser l'éducation. En effet, se traduisant par une élévation continue de la durée des scolarités, on peut néanmoins se demander s'il est bien raisonnable de continuer à encourager une diffusion toujours plus large des diplômes, alors même qu'apparaissent de sérieux problèmes de débouchés.

La méritocratie en question

« L'éducation est le moteur de la mobilité sociale, le pivot de l'intégration sociale » (Durkheim). Or, les déclassements sociaux n'ont jamais été aussi nombreux. L'idéal républicain d'émancipation et de progrès remplace la distribution héréditaire des places : l'école fait passer la France d'une société aristocratique à une société méritocratique.

Un niveau de diplôme moins conditionné par l'origine sociale...

L'élévation du taux de scolarisation jusqu'aux portes de l'enseignement supérieur a permis la réduction des inégalités entre les groupes sociaux. Le but à atteindre est d'affaiblir le lien entre l'origine sociale et le niveau d'éducation des élèves afin de diminuer l'inégalité des possibles.

...Mais une position sociale moins conditionnée par le niveau de diplôme

L'école ne joue donc pas pleinement son rôle d'agence de sélection des individus, les professions devant être en principe distribuées en fonction du diplôme possédé.

Les conséquences du déclassement sur l'espace politique : entre rébellion et retrait.

Le fait de moins bien réussir que ses ascendants influence la manière dont les déclassés se représentent le fonctionnement de la société et, par conséquent, les valeurs et attitudes politiques qu'ils se forgent. Nonobstant, la mobilité individuelle va à l'encontre de la tendance générale à la tolérance ethnique, et ce d'autant plus dans les périodes de crise économique qui se traduisent par des flux importants de mobilité descendante.

Mobilité sociale et conservatisme ?

Le vote pour la gauche est très ancré dans les classes populaires (cols bleus) alors que celui pour la droite est massivement présent dans les milieux favorisés (cols blancs). Néanmoins, la mobilité sociale qu'elle soit ascendante ou descendante, favorise les attitudes conservatrices. Si elle est ascendante, les comportements de suradaptation, leur hyperconformisme manifesterait la volonté farouche des individus d'intégrer leur nouveau groupe social et d'en devenir des membres à part entière. La mobilité descendante est quant à elle le signe que les déclassés s'efforcent de considérer leur trajectoire comme étant provisoire, avant un rétablissement futur. Leur attitude assez nettement anti-libérale et leur faible préoccupation sociale s'expliquent par une exigence de protection ainsi qu'un besoin de distinction. Ils rationalisent en survalorisant leur travail et en développant un discours particulièrement virulent à l'égard des « assistés » que sont à leurs yeux les individus exclus du travail (chômeurs, rmistes).

Choix de l'extrême droite, un effet de la frustration ?

Les déclassés expérimentent le choc entre deux cultures, ce qui produit des dissonances cognitives favorisant les attitudes autoritaires et intolérantes dont le conservatisme électoral est la conséquence dans les

urnes. On observe par exemple chez les cadres, que lorsque leur cursus est ascendant, 3% attribuent leur vote à l'extrême droite, contre presque 10% pour les déclassés. Réceptacle à leurs désillusions, l'occasion est saisie par les électeurs déclassés d'exprimer colère, désarroi, sentiment d'injustice et de frustration. Il ne faut néanmoins pas généraliser : 90% des déclassés font un autre choix de parti.

Conclusion

Le déclassé intergénérationnel constitue une épreuve douloureuse pour les hommes et les femmes, de plus en plus nombreux, qui y sont confrontés. Il contribue notamment à structurer la manière dont ces derniers se représentent le fonctionnement de la société. De ce point de vue, l'univers idéologique ainsi dessiné par la mobilité descendante ne ressemble à aucun autre et les représentations politiques des déclassés sont originales.

La première interrogation concerne le rôle de l'école et porte sur la nécessité de réduire le fossé entre formation et emploi. Or, c'est évidemment l'école qui figure au premier rang des accusés. La colère et la rancœur des enfants des classes populaires à l'égard de l'école sont des résultats connus, lorsque sont questionnées les désillusions de la « méritocratie » et « les promesses déçues de l'ascenseur social » ou lorsqu'est décrite l'expérience des « enfants de la démocratisation scolaire » issus des quartiers populaires. Pour une société dans laquelle « l'égalité méritocratique des chances reste la figure cardinale de la justice scolaire » et où le mythe de l'ascenseur social s'est construit autour du rôle de l'école républicaine, la perte de confiance envers l'institution scolaire menace les fondements du pacte social. Comment faire pour réduire le décalage grandissant entre l'évolution de la structure des diplômes et celle de la structure sociale ? Du point de vue des principes, il est évidemment souhaitable que chacun, quelles que soient ses origines et ses caractéristiques, aie la possibilité d'accéder au niveau d'éducation le plus élevé possible. Toutefois, si l'on porte un coup d'arrêt à cette politique, nous en connaissons par avance les victimes : si l'on cesse de développer l'enseignement supérieur, et pire encore si l'on tente d'en restreindre l'accès (en introduisant par exemple la sélection à l'entrée des universités), ce sont les étudiants issus des classes populaires qui disparaîtront des bancs des facultés. Que les politiques qui encouragent la prolongation des scolarités posent question et portent en elles des effets pervers est un fait incontestable pour Camille Peugny. Pourtant, sans elles, c'est l'existence même du mouvement de démocratisation qui est en cause. Ceci étant posé, il est tout aussi urgent de prendre en compte l'expérience des étudiants et des jeunes actifs. Est-il responsable de continuer à encourager un tel fossé entre la formation et l'emploi alors même que l'on connaît les coûts psychologiques que subiront de futurs actifs surqualifiés pour les postes qu'ils occuperont ? Dans un contexte de dévalorisation en cascade des titres scolaires (la valeur de tous les diplômes diminue au cours du temps mais la hiérarchie entre les diplômes perdure), tout individu rationnel a intérêt à poursuivre la scolarité le plus longtemps possible. L'idéal scolaire, même s'il se heurte à l'épreuve des faits doit plus que jamais demeurer celui de l'égalité des possibles.

La deuxième interrogation suscitée par la montée du déclassé concerne le rôle de l'Etat et la nécessité de construire des filets de protection pour en limiter les conséquences. La famille du déclassé exerce de ce point de vue un rôle d'amortisseur. Les autres salariés d'exécution issus des catégories populaires ne peuvent pas y compter, bien qu'ils soient confrontés aux mêmes difficultés. Il reste que si elle est bien réelle, cette solidarité intergénérationnelle pourrait ne pas être éternelle. Le bouclier familial ne pourra pas indéfiniment pallier les carences du politique ou de l'économique. La persistance de la crise économique fait progressivement vaciller l'équilibre du système. La priorité accordée à la réduction des déficits

sociaux amène les gouvernements successifs à mettre en œuvre des réformes « qui renforcent encore la logique d'individualisation et de privatisation de la protection sociale ». Ce repli sur la sphère privée est encouragé par le pouvoir politique. Et la gauche s'est parfois montrée incapable d'offrir un discours alternatif notamment au vu de l'absence du thème de la redistribution dans le discours tenu par les socialistes pendant les campagnes électorales de 2007.

Le déclassé a des conséquences politiques. A l'évidence, il contribue à influencer les opinions, attitudes et représentations politiques des individus qui y sont confrontés. Tantôt, les déclassés tendent à conserver les attitudes en vigueur dans leur milieu d'origine (faibles préoccupations sociales), tantôt ils adoptent plutôt celles en vigueur dans leur groupe d'accueil (discours autoritaires, hostilité au libéralisme économique). Au final, leur paysage politique constitue une mosaïque unique, construite de recompositions originales qui sur le plan du comportement partisan semblent se traduire par une sensibilité relative aux sirènes de l'extrême droite. Son discours résonne de plus tout particulièrement aux oreilles d'individus dont l'expérience est dominée par un sentiment aigu de frustration. Il constitue un réceptacle à la colère et au sentiment d'injustice des déclassés, particulièrement lorsque les partis traditionnels semblent impuissants à enrayer les risques de chute.

Repenser l'articulation entre l'école et le marché du travail afin de diminuer le décalage entre emploi et formation est nécessaire pour éviter que la frustration ne devienne le sentiment dominant de l'expérience au travail. Repenser une véritable politique de redistribution qui répartisse mieux et davantage les richesses est du devoir des politiques afin que la famille ne soit plus le seul filet de sécurité, bien fragile, pour des déclassés de plus en plus nombreux.

► C. Peugny, *Le déclassé*, Edition Grasset - Mondes vécus, Janvier 2009, 173p.